

## FRANCE-ALGÉRIE ● La prise d'otages de l'Airbus

## L'URGENCE D'UNE SOLUTION POLITIQUE

## L'INVITÉ

Ghassan Salamé

Directeur de recherches au CNRS

**C**omment analysez-vous la prise d'otages de l'Airbus d'Air France ?

Ghassan Salamé : L'événement a mis fin au silence complaisant du gouvernement français sur une répression sans précédent. La phrase « pas de nouvelle, bonne nouvelle » était une supercherie. Ce détournement d'avion vient de la mettre en pièce. Les islamistes ont voulu marquer le troisième anniversaire, jour pour jour, du premier tour des élections législatives de 1991 en Algérie.

À tort ou à raison, les islamistes pensent que le gouvernement français avait au moins accepté, sinon encouragé, l'annulation des élections qui auraient porté le FIS au pouvoir. Autant le

gouvernement algérien et le gouvernement français veulent oublier cet événement, autant les islamistes cherchent à le rappeler à l'attention de la communauté internationale, parce que c'est pour eux le fondement qui légitime leur action violente.

— Quel jugement portez-vous sur la politique suivie jusqu'à présent par le gouvernement français ?

— Au cours des derniers mois, la France a de plus en plus clairement soutenu le gouvernement en place. Grâce à son action diplomatique, la France a directement et indirectement assuré à l'Algérie, par son aide bilatérale et par son entremise dans l'Union européenne et le FMI,

un volume d'aides d'environ 40 milliards de francs, soit une moyenne de 13 milliards de francs par an. Jamais l'Algérie n'a reçu autant d'aides de l'étranger que depuis l'interruption du processus électoral. En outre, la France aurait livré du matériel militaire. Enfin, depuis juillet dernier, la France a pris sur son territoire des mesures contre les militants islamistes.

L'ensemble de cette politique a été perçue par les islamistes algériens comme l'expression d'un soutien inconditionnel et solitaire de la France au gouvernement en place. Ce n'est pas entièrement démenti par les événements. Les partenaires de la France questionnent sa politique algérienne, y compris l'Allemagne, lors du dernier sommet européen d'Essen. À la différence de l'Italie et des États-Unis, la France n'était pas représentée en novembre dernier au colloque de Rome qui a regroupé l'ensemble des partis algériens. À cet isolement, il faut ajouter la politique intérieure française. La cohabitation et la perspective de l'élec-

tion présidentielle n'arrangent rien. Si l'on met côte à côte les déclarations sur l'Algérie d'Alain Juppé, de François Léotard et de Charles Pasqua, on a quelquefois l'impression d'avoir affaire aux représentants de trois gouvernements différents.

— La France pouvait-elle agir autrement ?

— Le gouvernement français doit mettre plus de cohérence entre son discours et sa pratique. Il doit mettre fin à ses politiques parallèles sur l'Algérie qui aboutissent à ce que des diplomates français s'interdisent tout contact avec le FIS alors que des émissaires du ministère de l'intérieur rencontrent Rabah Kébir en Allemagne. Paris doit se convaincre de l'urgence d'une solution politique à ce conflit et cesser de croire qu'il faut donner leur chance aux militaires pour affaiblir les islamistes. La répression en cours les radicalise en rapprochant le FIS du GIA.

Recueilli par  
François d'ALANÇON

“ Le gouvernement doit mettre fin à ses politiques parallèles ”